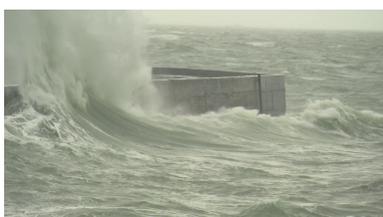


<http://2hdpudz7f2vbebnwpoynpjaqayoqn2d7okjyv4lpdgfssowc2f3rugqd.onion/Le-regime-annonce-en-plein-ete-une-guerre-sociale-et-militaire-8538.html>



Le régime annonce en plein été une guerre sociale et militaire !

- Les Articles -



Date de mise en ligne : lundi 21 juillet 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Avec [le projet militariste de Macron et du sinistre gouvernement putschiste de Bayrou](#), associé à de nouvelles mesures antisociales énormes, les taux de pauvreté et d'inégalités en France, déjà très élevés, vont exploser.

En l'absence de contestation conséquente, les ultra-capitalistes forcenés déroulent encore leur programme de guerre sociale.

En l'absence de révoltes généralisées et d'alternatives radicales à la mégamachine, on est coincé, prisonnier de l'obligation de croissance et de course aux innovations technologiques. Les mesures de justice sociale proposées par les gauches « de gouvernement » permettraient peut-être de réduire temporairement les inégalités et injustices, mais **on a besoin de bien plus pour bifurquer et viser une société soutenable et vivable...**

Une conjonction de mai 68 et des gilets jaunes au carré ?

[http://2hdpudz7f2vbebnwpoynpjaqayoqn2d7okjvv4lpdgfssowc2f3rugqd.onion/local/cache-vignettes/L400xH400/518401907_116ff2-64c3a.jpg] **Le régime annonce une guerre sociale et militaire en plein été !**

Macron et Bayrou nous imposent la guerre sociale et militaire

Supprimer le jour férié qui commémore la chute du nazisme pour financer la guerre est un choix symbolique assez stupéfiant

Les trois derniers jours ont été marqués par une offensive majeure. Nos dirigeants illégitimes, gouvernant par 49.3 depuis maintenant plusieurs années, bafouant les résultats électoraux et muselant la rue, profitent de la torpeur estivale pour annoncer un véritable plan de bataille : une guerre sociale et militaire.

[-] Premier épisode : Macron nous propose la guerre et le « sacrifice ultime »

Le 13 juillet, Macron prononçait un discours d'une rare violence, avec un ton militariste débridé. Il assénait par exemple : « Pour être libres dans ce monde il faut être craints. Pour être craints il faut être puissants ». La géopolitique vue sous le prisme de la loi du plus fort et non de la diplomatie et de la désescalade. C'est exactement cette logique qui a mené aux deux guerres mondiales le siècle dernier. Sauf qu'au XXI^e siècle, nos moyens de destruction sont infiniment plus puissants encore.

« La Nation, pour cela, doit être plus forte », il est nécessaire de « produire plus rapidement, de produire de la masse nouvelle, de nous adapter à la demande » ou encore « renforcer nos armes de saturation et nos armes de précision, nous doter de drones pour nos groupes de combat, pousser au maximum les curseurs de l'entraînement des soldats »

Dans son délire belliciste, Macron insistait : « La Nation, pour cela, doit être plus forte », il est nécessaire de « produire plus rapidement, de produire de la masse nouvelle, de nous adapter à la demande » ou encore « renforcer nos armes de saturation et nos armes de précision, nous doter de drones pour nos groupes de combat, pousser au maximum les curseurs de l'entraînement des soldats ». Un fana-mili qui joue à la guerre, sans jamais l'avoir connue ni même avoir fait son service militaire.

« Il faut de la bravoure, mais aussi des stocks et une industrie de défense adaptée » disait également Macron. Donc un passage en économie de guerre : « Le budget des armées sera doublé dès 2027 » pour atteindre 64 milliards d'euros. Des dépenses pharaoniques.

Plus lugubre encore, le président a parlé « d'acceptation du sacrifice, jusqu'au sacrifice ultime »

Plus lugubre encore, le président a parlé « d'acceptation du sacrifice, jusqu'au sacrifice ultime », un mot qu'il avait déjà employé ces derniers mois, comme s'il rêvait de sacrifier la jeunesse plutôt que de lui offrir un avenir désirable, parlant « d'offrir un débouché à cette formidable envie d'engagement de la jeunesse ». Comme si la jeunesse, qui manifesté massivement contre lui depuis des années, avait pour projet de mourir dans des guerres absurdes. Macron concluait, concernant un retour du service militaire : « Je donnerai mes orientations et mes décisions en ce sens à l'automne ». Il faudra donc se tenir prêt à ce moment là.

[-] Deuxième épisode : plan d'austérité et guerre sociale

Dans son discours, le président a dit qu'il refusait que « l'effort nouveau et historique » pour le « salut de la patrie » soit financé par l'endettement. En d'autres termes : il va falloir ponctionner l'argent des services publics pour acheter des armes. Ce tour de vis a été précisé ce mardi 15 juillet par François Bayrou. Le premier ministre annonce un plan d'austérité XXL de « 44 milliards d'euros d'efforts ». De l'argent pour « les armes nouvelles qui garantissent la liberté ».

Parmi les principales annonces du Premier Ministre, la suppression de « deux jours fériés, le lundi de Pâques et le 8 Mai » car « il faut que toute la nation travaille plus ». Supprimer la date de la chute du nazisme pour financer la guerre est un choix symbolique assez stupéfiant.

En 2003, le gouvernement Chirac avait supprimé le lundi de Pentecôte pour instaurer une « journée de solidarité » envers les personnes âgées. Une mesure qui a rapporté 3,5 milliards d'euros de recettes par an, soit 50 milliards depuis 2004, et dont personne n'a vu la couleur. La France a continué à s'endetter, les personnes âgées ne sont pas mieux prises en charge, les maisons de retraites restent contrôlées par des entreprises privées aux pratiques affreuses. Bref, nous nous sommes fait voler.

Autre mesure d'austérité : une « année blanche » en 2026, sans hausse des prestations sociales ni des pensions de retraite. Concrètement, cela veut dire une baisse de toutes les aides, car avec l'inflation, maintenir le même montant de prestations revient à les diminuer. Cette mesure sera évidemment supportée par les plus précaires, qui vont souffrir. Le taux de pauvreté, qui a déjà battu un record selon les chiffres publiés par l'Insee, va continuer d'augmenter. Autre économie : un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne sera pas remplacé.

Bayrou propose aussi de lancer « un nouveau chantier sur l'assurance chômage », c'est-à-dire de continuer à dépouiller les chômeurs et chômeuses, dans la continuité des précédentes « réformes » sur le sujet. Concrètement, l'assurance chômage a été massivement baissée alors qu'il s'agit d'un droit et non d'un cadeau, pour lequel les travailleur-ses cotisent. Baisser le chômage sans augmenter les salaires, c'est du vol pur et simple, prélevé sur la force de travail.

Le Premier Ministre veut aussi une saignée dans la santé, « de l'ordre de 5 milliards d'euros ». C'est vrai que les hôpitaux sont dans un état formidable et que le système de soin peut se permettre une nouvelle cure de rigueur. Parmi les économies : attaquer la prise en charge des affections de longue durée, donc cogner sur des gens déjà en grande souffrance physique - AVC, mucoviscidose, cancer, insuffisance rénale... Faire payer des personnes gravement malades est une ignominie totale. Autre idée : réduire le remboursement des médicaments. Une attaque de plus contre la sécurité sociale.

Mais comme Bayrou ose tout, il veut dans le même temps augmenter les cadeaux aux entreprises ! « Nous consacrerons 900 millions d'euros de financement supplémentaires à l'investissement dans les entreprises » a-t-il

annoncé, en expliquant que « le travail et la compétitivité de nos entreprises doivent être autant que possible épargnés ». C'est donc l'austérité pour les travailleurs et travailleuses, mais toujours plus d'aides aux entreprises. Pour rappel, celles-ci en reçoivent déjà plus de 200 milliards par an - oui, milliards - sans contrepartie, sans créer d'emploi ni investir, et reversent tout à leurs actionnaires. Il veut aussi augmenter les financements « vers les secteurs prioritaires de l'intelligence artificielle et du cyber » pour « améliorer la productivité des entreprises ». L'État va donc financer des technologies qui permettent de remplacer les salarié-es par des robots, pour le plus grand profit des patrons.

Après le discours de Bayrou, la ministre Montchalin, une ultra-libérale issue de la droite radicale, a martelé que la première des priorités, « c'est celle de la sécurité » et que, comme pour l'armée, l'État allait continuer à « investir dans de nouvelles brigades de gendarmerie et dans des prisons modulaires ». Le ministre Rebsamen a promis une « contribution des collectivités à l'effort national » à hauteur de 5,3 milliards d'euros, donc des coupes dans le budget des associations, de la culture, des services publics municipaux. Là encore, le projet est clair : moins d'école et d'hôpitaux, plus de flics et de prisons.

La mascarade va-t-elle encore durer longtemps ? Ce n'est pas sûr, car avec de telles annonces, le gouvernement pourrait être censuré à la rentrée. Mais après ? Une nouvelle dissolution ? Une cohabitation avec le RN ? Une fuite en avant guerrière ? Un état d'urgence ? Ou une mobilisation populaire massive qui permettrait de sortir de l'étau qui se referme ?

[-] source, avec liens :

<https://contre-attaque.net/2025/07/15/macron-et-bayrou-nous-imposent-la-guerre-sociale-et-militaire/>

[http://2hdpudz7f2vbebnwpoynpjaqayoqn2d7okjvv4lpdggfssowc2f3rugqd.onion/local/cache-vignettes/L320xH400/518422984_119e2d-cbe2c.jpg] **Le régime annonce une guerre sociale et militaire en plein été !**

Rendez l'argent : quelques chiffres pour comprendre le braquage en cours

Le 15 juillet, dans un discours scandaleux, François Bayrou a notamment exigé un « effort » aux personnes gravement malades pour réduire la dette : « Trop de médicaments sont consommés » a-t-il déclaré. Il a aussi annoncé la suppression de deux jours fériés, des coups de canif dans les services publics et appelé à travailler plus, pour « économiser » 44 milliards d'euros. Le tout sans toucher à l'argent des ultra-riches.

Le patronat est content, et la droite jubile. « La priorité, c'est de dépenser moins et de travailler plus » a déclaré le député LR Philippe Juvin, qui a même osé : « les très riches sont déjà très éreintés et très essorés ».

Ce gouvernement illégitime préfère donc tuer les travailleurs à la tâche et laisser mourir les malades plutôt que de toucher un centime de la fortune des patrons et des milliardaires. Pour comprendre l'ampleur du braquage en cours, quelques chiffres :

[-] **Supprimer deux jours fériés rapporterait exactement ce qu'a coûté la suppression de l'ISF**

Bayrou veut supprimer 2 jours fériés, Pâques et le 8 mai, ce qui est mathématiquement un vol : travailler deux jours de plus pour le même salaire, c'est une baisse de salaire. Si l'on vous fait travailler 10 heures au lieu de 8 pour le même montant, on vous vole deux heures de revenu.

Le régime annonce en plein été une guerre sociale et militaire !

Mais ce n'est pas le plus scandaleux. Un rapport sénatorial estime que cette mesure rapporterait 4,5 milliards d'euros par an à l'État. Selon un rapport de France Stratégie, la suppression de l'Impôt sur la Fortune - ISF - a causé un manque à gagner de 4,5 milliards d'euros. **Il faut donc faire travailler tous les français gratuitement deux jours uniquement pour COMPENSER un cadeau indécent fait par Macron aux privilégiés !**

[-] La France n'a pas plus de jours fériés que ses voisins

Les médias passent leur temps à dénigrer les français, qui seraient des fainéants moins travailleurs que leurs voisins. En réalité, si les deux jours fériés étaient supprimés, la France ne compterait plus que 9 jours fériés par an, soit le plus bas niveau en Europe, à égalité avec les Pays-Bas. En comparaison, l'Espagne et la Finlande en comptent 14. En Slovaquie, c'est 15 jours.

[-] Les déficits ont été causés par la baisse des impôts pour les riches

Autre mensonge : la dette serait causée par les dépenses sociales. Pourtant, lorsqu'Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir en 2017, la France affichait un déficit public de 3,4% du PIB. En 2024, il était de 6%. Depuis 2017, la dette publique s'est accrue de plus de 1000 milliards d'euros, passant d'environ 100% du PIB à 115%. Et pourtant, Macron n'a pas arrêté de prendre des mesures néolibérales et de tailler dans les services publics.

Mais alors, où est passé l'argent ? Les économistes de l'Observatoire français des conjonctures économique estiment, dans un rapport qui vient de paraître, que la dette « n'est pas attribuable à une augmentation plus marquée des dépenses publiques (...), mais plutôt à une diminution significative des recettes publiques ». Autrement dit, des impôts.

Et ces baisses de taxes et prélèvements ne concernent ni les classes populaires, ni même les classes intermédiaires : **Macron n'a baissé la fiscalité que pour les entreprises et les ménages les plus riches. La fameuse dette pour laquelle il faudrait sacrifier des services vitaux, c'est de l'argent qui a été donné à ceux qui en ont déjà !**

[-] Les cadeaux aux entreprises représentent 5 fois les « économies » annoncées par Bayrou

Un rapport sénatorial publié le 8 juillet, issu de plusieurs mois d'enquête pour calculer les aides aux entreprises, décrypte un système complexe, opaque et sans évaluations. Selon ce rapport, les entreprises ont récupéré 211 milliards d'euros d'aides pour la seule année 2023. Ce montant a été multiplié par 4 entre 1999 et 2023, passant de 50 à 211 milliards d'euros.

Il faut se rendre compte de la folie d'un tel chiffre : l'État débourse 400% d'argent public de plus qu'il y a 25 ans pour engraisser le secteur privé sans contrepartie. Des firmes comme Auchan, Michelin, Arcelor et d'autres ont reçu des centaines de millions d'euros d'aides et ont quand même licencié des salariés, tout en redistribuant les profits à leurs actionnaires ! Si Macron veut récupérer l'argent, il suffit d'exiger le remboursement de ces aides.

[-] Les revenus d'une minorité d'ultra riches qui ont plus que doublé en 20 ans

Logiquement, les riches se sont enrichis comme jamais. Depuis l'élection de Macron, les 500 plus riches français ont accru leur fortune de 557 milliards. Les médias qui prétendent que les riches vont quitter la France si on les taxe sont d'énormes menteurs. Par ailleurs, la fraude fiscale représente 100 milliards d'euros de manque à gagner pour l'État

Le régime annonce en plein été une guerre sociale et militaire !

chaque année selon les chiffres du syndicat Solidaires Finances Publiques. Et selon Anticor, la corruption coûte 120 milliards d'euros chaque année à la France. Faites le calcul, c'est quasiment 6 fois les 44 milliards demandés par Bayrou.

Macron et ses sbires ont délibérément organisé un vol gigantesque et creusé le déficit pour ensuite nous demander de rembourser leurs dettes. Le premier Ministre est un petit malin, il a lâché sa bombe juste pendant les vacances parlementaires. Aucune motion de censure n'est possible à l'Assemblée Nationale, les députés sont arrêtés jusqu'au 22 septembre. Sauf si la motion de censure se fait dans la rue d'ici là...

[-] source, avec des liens :

<https://contre-attaque.net/2025/07/16/rendez-largent-quelques-chiffres-pour-comprendre-le-braquage-en-cours/>
[http://2hdpudz7f2vbebnwpoynpjaqayoqn2d7okjvv4|pdgfsowc2f3rugqd.onion/local/cache-vignettes/L400xH400/signa-2025-482e-c7d54.jpg] **Le régime annonce une guerre sociale et militaire en plein été !**

[-] Compléments :

- [Retour sur le 14 juillet internationaliste à Paris](#) - Lundi 14 juillet, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris pour la solidarité internationale, contre le racisme, le colonialisme, le fascisme et la guerre.
- [Contribution aux incendies du 14 juillet, contre Vinci Energie à Toulouse](#)